



Pouvoir du peuple, Pouvoir au peuple, 1936 – 2016

Publié le 21 juillet 2016



Il y a quatre-vingts ans, le Front Populaire

Dans la mémoire collective, la période du Front Populaire représente à juste titre un des grands moments dans l'histoire des conquêtes sociales et un temps fort de la marche vers le progrès et l'émancipation des classes populaires. L'évocation de cette période, de ce qui l'a permise et de ce qui en reste, impose un détour par l'histoire même si notre objectif n'est pas de livrer un énième récit agiographique d'une époque parfois fantasmée mais incontestablement riche de souvenirs heureux et d'un héritage dont on peut aujourd'hui encore mesurer l'importance sociale.

A l'origine la crise de 1929

Le krach boursier du 24 octobre 1929 à la bourse de New York entraîne une dépression terrible, d'abord aux États-Unis où le chômage et la pauvreté explosent puis en Europe où l'Allemagne est touchée de plein fouet dès le début des années 30. Six millions de chômeurs (33 % de la population active) vont constituer un terreau pour le développement du parti nazi. Aux élections de septembre 1930, le NSDAP (parti de A. Hitler) obtient 6,4 millions de voix et devient le deuxième groupe parlementaire avec 107 députés.

La France, un peu plus tard, est touchée à son tour et ce dans tous les domaines productifs. Les prix agricoles se mettent à baisser et tous les secteurs traditionnels sont atteints, textiles, sidérurgie, bâtiment, avec pour conséquences des vagues de chômage et une xénophobie croissante assortie d'antisémitisme et d'anticommunisme, qui sert d'exutoire à une population assaillie par les difficultés économiques, en proie à un malaise que les grèves et manifestations ne contribuent pas à apaiser.

De la crise économique et sociale à la crise politique .

Le sentiment se développe au sein d'une population en proie au doute, que les dirigeants sont incapables de résoudre les problèmes économiques. L'antiparlementarisme se développe, nourri de scandales politico-financiers (affaire Staviski) et d'une instabilité gouvernementale qui conduit à la mise en cause d'un système démocratique accusé de tous les maux, surplombé qu'il est par les régimes voisins autoritaires et fascistes de l'Allemagne et de l'Italie.

Les mouvements d'extrême droite se développent , de nombreuses ligues fascistes – Croix de feu, Camelots du roi , Action française, répandent un climat de haine et de guerre civile jusqu'à la tentative du coup d'Etat et du renversement de la République du 6 Février 1934. Plusieurs jours d'émeutes vont suivre qui entraîneront la chute du gouvernement Daladier et la mise place d'un gouvernement plus conservateur mais le fait déterminant de cette période est le surgissement du mouvement ouvrier syndical et le rassemblement des forces syndicales et politiques de gauche dont la manifestation du 12 Février 1934 apparaît comme un acte fondateur. Léon Blum dans ses mémoires évoque en ces termes l'organisation de cette journée après qu'il eut rencontré Doumergue devenu chef du gouvernement après la démission de Daladier : *« Interdite ou non la manifestation aurait lieu. Elle aurait été illégale c'est entendu. On peut soutenir aussi si l'on veut que la grève générale ordonnée par la CGT était illégale mais nous ne nous placions pas, je l'avoue sur le plan de la légalité»* *«Sans nul trouble de conscience, nous aurions enfreint la loi écrite pour le salut de la liberté qui est la loi suprême »*

Il relate ensuite la convergence des cortèges, celui de la CGTU et les ouvriers communistes, celui de la CGT et de la SFIO, celui des communistes avec la liesse qui accompagne l'unité retrouvée *« par une sorte de vague de fond, l'instinct populaire, la volonté populaire avait imposé l'unité d'action des travailleurs organisés. »*

Un Comité de Vigilance des intellectuels anti fascistes se crée avec à sa tête, le philosophe Emile Auguste Chartier dit Alain, radical, Paul Langevin physicien, philosophe des sciences, communiste, Paul Rivet, ethnologue, fondateur du Musée de l'Homme, socialiste.

Ce mouvement unitaire est relayé spontanément dans un très grand nombre de villes à travers toute la France.

Entre 1934 et 1936 la politique réactionnaire du gouvernement (déflation salariale, révocation de fonctionnaires pour faits de grève, etc...) renforce les liens entre les organisations politiques et syndicales et conforte les effets du 12 Février 1934.

Le 3 Mai 1936, le Front populaire gagne les élections.

Du pain, la paix, la liberté

Derrière ce slogan les partis ont élaboré dès 1935 un programme qui comprend un fond

national de chômage et des mesures destinées à réduire ce chômage par la réduction du temps de travail, la relance de la consommation populaire, un programme de grands travaux, le tout censé faire renaître la sacro- sainte croissance gage de toute prospérité. La victoire électorale a suscité des réactions différentes selon qu'il s'agisse des partis au pouvoir ou de l'immense masse de la classe ouvrière durement éprouvée par des années de crise et d'exploitation et qui attend une transformation tangible de son quotidien. Les premières grèves d'ampleur éclatent spontanément sans directive confédérale quelques jours après la victoire du Front Populaire et alors même que le gouvernement de Léon Blum n'est pas encore intronisé. Les 4 et 5 juin on compte un million de grévistes et l'ensemble des usines de la région parisienne est occupé. L'occupation des usines que les ouvriers ne quittent pas, la création de comités de grève, l'organisation de la surveillance et de l'entretien des machines, le ravitaillement, les contacts avec l'extérieur avec une population dont on attend le soutien, les réunions sur « le tas », autant de pratiques nouvelles de lutte qui développent parallèlement un sentiment nouveau, celui de la puissance du combat collectif et la conscience d'appartenance collective. La peur gagne un patronat qui dès le 4 Juin sollicite la médiation rapide du pouvoir. Le même jour Léon Blum est nommé Président du Conseil. « Les ouvriers ont confiance en vous » lui dit le président Lebrun !

7 Juin 1936, les accords Matignon.

Deux délégations, de la Confédération générale du Patronat français (CGPF) et de la CGT vont signer ces accords dont nul n'ignore la nature et qui représentent quelques unes des conquêtes les plus importantes du mouvement ouvrier. Outre les projets législatifs qui ne figuraient pas jusqu'alors dans le programme du Front populaire (contrats collectifs, congés payés, semaine de quarante heures) et auxquels le patronat ne voulait pas souscrire, celui-ci accepte les contrats collectifs garantissant la liberté syndicale, l'élection de délégués par l'ensemble du personnel dans les établissements de plus de dix salariés, s'engage à ne prendre aucune sanction pour faits de grève, admet le principe d'une augmentation de salaire allant de 7% à 15%.

Considérés à juste titre comme un incontestable succès de la mobilisation ces accords ne vont pas faire cesser immédiatement les grèves. Avec le sentiment de la victoire et la mémoire vive des solidarités et de l'appartenance collective nées dans les luttes une nouvelle culture ouvrière s'est affirmée, un nouveau rapport de force est né qui verra dans un premier temps croître le nombre de grévistes à travers tout le pays (2 millions de grévistes pendant la deuxième semaine de Juin) avec parfois localement des avantages accrus par rapport au contenu des accords. La joie qui accompagna les premiers congés payés –et pourtant l'on dit que l'été 36 fut pluvieux- et les nombreuses œuvres littéraires et cinématographiques que ces événements ont inspirées témoignent abondamment de la place qu'ils ont occupée dans l'histoire du mouvement ouvrier et aujourd'hui encore dans nos mémoires. Ils sont l'expression toujours vivace et tangible du pouvoir du peuple uni dans la défense de l'intérêt collectif.

Une espérance révolutionnaire avortée, une étape dans l'émancipation progressive des classes populaires, un exemple ? Comment considérer les événements d'alors à la lumière de ce qui se passe aujourd'hui ?

Si l'on considère l'époque au regard de ce qui a suivi il convient de rappeler le contexte international dans lequel s'inscrit cette période du Front Populaire et l'importance de la menace fasciste aux portes de la France. Cette réalité et la crainte de voir la République emportée sous les coups de boutoir du fascisme et du nazisme qui triomphaient dans plusieurs

pays européens ont favorisé l'union populaire et politique qui a amené les partis du Front populaire au pouvoir. Faut-il considérer que cette même préoccupation (dont il faut noter qu'elle n'a pas empêché le déclenchement du conflit) est également l'origine de ce que certains jugent comme un lâchage de la classe ouvrière par les partis communiste, socialiste et radical et par le gouvernement de Front Populaire, le souci de préserver l'unité nationale en évitant la rupture avec le patronat ayant prévalu sur les exigences sociales ? La poursuite de grèves devenues révolutionnaires après la signature des accords Matignon aurait-elle pu mettre en péril les fondements économiques et sociaux d'une bourgeoisie peu encline à abandonner ses prérogatives et se contentant de faire « la part du feu » en octroyant ce qu'elle ne pouvait refuser sans risque ?

Dans les quelques années qui ont suivi la déception a été grande dans les classes populaires. Le gouvernement de Front populaire balayé, l'inflation croissante a rapidement anéanti les augmentations salariales, les patrons par tous les moyens se sont efforcés d'entraver la mise en œuvre d'accords qu'ils n'avaient acceptés que contraints.

La convergence des luttes et d'un pouvoir politique accueillant favorablement les revendications sociales a pu laisser croire un temps à un bouleversement de fond à la fois politique et social de la société française.

Le peuple a montré son pouvoir, il n'était pas au pouvoir

Cela reste une question primordiale. Entre 1936 et 2016 de nombreux événements plaident pour une similitude forte des deux époques. Crise des subprimes, amplification des inégalités, concentration des richesses entre les mains de quelques individus, corruption, accroissement du chômage, montée inexorable des fascismes du racisme et de la xénophobie, antiparlementarisme. Il est tentant d'établir un parallèle entre les deux périodes.

Pourtant nombre d'éléments démentent une telle assertion et tout d'abord le fait que jamais la société française n'a comme aujourd'hui offert l'image d'une extrême division. Division à gauche entre les partis et au sein des partis. Les tentatives de reconstitution d'une gauche d'alternative se sont soldées par des échecs. Division non moins importante du mouvement syndical, et à l'intérieur des organisations même s'il apparaît que les mots d'ordre rencontrent un écho plus large que ne le laisse supposer le nombre limité d'adhérents. Rejet par la majorité de la population du processus électoral qui entraîne de facto l'illégitimité des élus, l'abstention voisinant parfois les 75%.

Le contexte politique et les enjeux sociaux-économiques imposent également que l'on différencie les deux époques. Le capitalisme néo-libéral financiarisé mondialisé n'a que peu à voir avec le capitalisme national des années 30 en France même si aux États-Unis déjà on en voit les effets dévastateurs (Cf le roman de John Steinbeck paru en 1939 Les raisins de la colère). Les travailleurs en lutte dans les entreprises n'ont plus devant eux comme interlocuteur que les représentants d'un capitalisme mondialisé apatride.

L'abandon de la souveraineté nationale rend problématique la capacité d'un gouvernement à satisfaire des demandes sociales qui pourraient contrevenir aux diktats de L'UE.

Exemplarité du Front populaire

Le Front Populaire nous a montré que les progrès sociaux dépendent plus des grandes mobilisations populaires que des programmes électoraux. Il a fait la preuve que des revendications sociales que les experts, les gouvernements et les patrons jugeaient « utopiques », « irréalistes », voire « suicidaires » deviennent légitimes quand les dominés parviennent à construire un rapport de forces qui leur est favorable..

Le démantèlement actuel du droit du travail marque sans doute une nouvelle étape dans la

longue histoire de cette lutte des classes.

Dans un monde qui promeut la réussite individuelle et le communautarisme, faire émerger une convergence des luttes, une culture de masse et un sentiment d'appartenance collective sont autant de combats que le MS21 a l'ambition de mener.

En cela il se retrouve dans les combats de 1936